



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. QUALISTOCK
des prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son activité d'entreposage située à
TEMPLEMARS**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement notamment les article R.512-31 et R.512-33 ; ;

Vu les actes antérieurs délivrés à la S.A. QUALISTOCK - siège social : 12, rue de l'Epinoy – Zone Industrielle – 59175 TEMPLEMARS pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de TEMPLEMARS, notamment l'arrêté préfectoral en date du 26 janvier 1999 autorisant la S.A. QUALISTOCK à poursuivre l'exploitation d'une activité d'entreposage à TEMPLEMARS à la même adresse ;

Vu la demande déposée le 3 mars 2011, par la S.A. QUALISTOCK en vue de modifier les quantités de produits susceptibles d'être stockées pour son site logistique situé à TEMPLEMARS 12 rue de l'Epinoy – Zone Industrielle ;

Vu le dossier produit par la S.A. QUALISTOCK, à l'appui de cette demande ;

Considérant que la situation administrative des installations classées exploitées par la SA QUALISTOCK nécessite d'être mise à jour au vu des évolutions réglementaires ;

Considérant que le projet de la SA QUALISTOCK de modifier les volumes des produits dangereux stockés constitue un changement des conditions d'exploitation de son site industriel de TEMPLEMARS ;

.../...

Considérant que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les modifications envisagées n'apparaissent donc pas substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement et ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation ;

Considérant qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement ;

Vu le rapport en date du 29 avril 2011 de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Nord lors de sa séance du 21 juin 2011 ;

ARRETE

Article 1 : Bénéficiaire et portée

La SA QUALISTOCK, dont le siège social est situé 12 rue de l'Epinoy – Zone Industrielle – 59175 TEMPLEMARS est tenue, pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à la même adresse, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Situation de l'établissement

Les plans des installations joints en annexe de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacés par les plans joints en annexe du présent arrêté.

Article 3 : Nature et localisation des installations

Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

.../...

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement A, D, E, S, C ou NC (1)
<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430</p> <p><i>La capacité équivalente totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 100 m³.</i></p>	<p>Dépôt de liquides inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 350 m³ de liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie (catégorie B) ; • 350 m³ de liquides inflammables de la 2^{ème} catégorie (catégorie C), • 50 m³ de liquides peu inflammables (catégorie D). <p>Ces liquides sont conditionnés en bouteilles, fûts ou conteneurs de volume maximum de 1 m³ et sont stockés dans une même cellule.</p> <p>Soit une capacité équivalente totale de 750 m³.</p>	1432-2	A
<p>Stockage de produits explosifs, à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. (*)</p> <p><i>La quantité équivalente totale de matière active (1) susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 Kg mais inférieure à 10 t.</i></p> <p>Nota : (1) les produits explosifs appartiennent à la classe 1 des marchandises dangereuses et sont classés en divisions de risque et en groupes de compatibilité selon les articles 3 à 9 de l'arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques. La « quantité équivalente totale de matière active » est établie selon la formule : Quantité équivalente totale = A + B + C/3 + D/5 + E + F. A représentant la quantité relative aux produits classés en division de risque 1.1 ainsi que tous les produits lorsque ceux-ci ne sont pas en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport. B, C, D, E, F représentant respectivement les quantités relatives aux produits classés en division de risque 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 lorsque ceux-ci sont en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.</p>	<p>Stockage de cartouches de chasse : (*)</p> <p>Stockage maximum de 4,4 millions de cartouches de chasse représentant une masse globale de matière active de 7,5 tonnes (1,7 g de matière active en moyenne par cartouche) et relevant de la division de risque 1.4, en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.</p> <p>Soit une quantité équivalente totale de matière active de 1,5 tonnes d'un produit explosif de division de risque 1.1.</p>	1311 (*)	A (*)

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement A, D, E, S, C ou NC (1)
Ateliers de charge d'accumulateurs <i>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.</i>	Local de charge d'accumulateurs : La puissance maximale de courant continu utilisable pour l'opération de charge étant de 3,96 kW.	2925	NC
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. <i>La puissance thermique maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW.</i> <i>Nota :</i> La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. La biomasse, au sens du A, de la rubrique 2910, se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.	Chaudière : 2 installations de combustion, alimentées au gaz naturel, d'une puissance totale de 370 kW	2910-A	NC

(1) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, S : Servitude d'utilité publique, NC : Non Classé
C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'Environnement

Le site comprend un bâtiment principal d'une emprise au sol de 3 800 m² et d'une hauteur maximale sous structure de 7 mètres. Le bâtiment principal est constitué des 2 sous-ensembles suivants :

- Les halls n° 1, 2, 3 et la zone de préparation ;
- et les halls n° 4, 5, 6 et 7.

Ces 2 sous-ensembles possèdent des murs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures).

Sur l'arrière du bâtiment principal est accolée une cellule de stockage d'aérosols d'une surface au sol de 224 m² et d'une hauteur sous poutre de 5,5 m.

Le bâtiment comprend donc :
(voir plans des installations en annexe)

- 8 halls de stockage dont les affectations sont les suivantes :
 - Hall n°1 : stockage de produits « non-classés »
 - Hall n° 2 : stockage de produits agropharmaceutiques ;
 - Hall n° 3 : stockage des cartouches de chasse ;
 - Hall n° 4 : stockage des produits toxiques solides et liquides ;
 - Hall n° 5 : stockage de produits « non-classés » ;
 - Hall n° 6 : stockage des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;
 - Hall n° 7 : stockage des produits « non-classés » (local inclus dans le hall n° 4) ;
 - Hall n° 8 : stockage des aérosols.
- Une zone de préparations ;
- Des locaux techniques et des locaux sociaux pour une surface au sol de 396 m² (chaufferie, atelier, vestiaires,...) ;
- Des bureaux administratifs destinés au seul usage de la société Qualistock.

Les murs des halls de stockage sont des murs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures).

A compter du 1 octobre 2011, le stockage des cartouches de chasse sera supprimé et le hall n° 3 sera destiné au stockage de produits « non-classés ».

»

Article 4 :

Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 15 : Dispositions particulières de sécurité

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés sur le site.

L'exploitant garde à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant dispose d'une gestion des stockages en vue d'éviter que des produits incompatibles entre eux ne puissent être, même accidentellement mélangés. La définition des emplacements de stockage et la répartition des différents produits doivent être réalisées à partir des fiches de données de sécurité de chaque produit ou substance.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le matériel d'intervention comprend au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O₂) ;
- des gants.

Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

.../...

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les numéros des halls repris ci-après sont ceux figurant sur les plans joints en annexe du présent arrêté.

Le chauffage du bâtiment n'est réalisé que par fluide chauffant, la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 °C.

Article 15.1 - Hall n° 2 : Stockage des produits agropharmaceutiques :

Article 15.1.1. Rétention

Les produits agropharmaceutiques stockés dans le hall n° 2 disposent d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 60 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

Article 15.1.2. Gestion des stockages

Les produits agropharmaceutiques ainsi que tous produits présentant des incompatibilités avec d'autres produits sont stockés en des emplacements différents et clairement distincts.

Article 15.2 - Hall n° 3 : Stockage des cartouches de chasses :

Article 15.2.1. Rétention

Le hall n° 3 dispose d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 150 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

Article 15.2.2. Gestion des stockages

Aucune autre substance explosive hormis les cartouches de chasse n'est autorisée à être stockée sur le site. Dans les paragraphes qui suivent, le mot « dépôt » désigne le hall n° 3 de stockage des cartouches de chasse.

Article 15.2.2.1

Le stockage maximum autorisé est de 4,4 millions de cartouches de chasse représentant une masse globale de matière active de 7,5 tonnes (1,7 g de matière active en moyenne par cartouche) et relevant de la division de risque 1.4, en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.

.../...

L'exploitant tient à jour un registre d'entrées et de sorties indiquant les quantités de poudres ou de cartouches introduites, avec leurs dates de réception et leur provenance, ainsi que les quantités sorties, avec leurs dates de livraison et les noms des personnes auxquelles elles ont été remises. L'exploitant est tenu de donner, en tout temps, libre accès de son dépôt à l'Inspection des Installations Classées et tenir à disposition le registre susvisé.

Les parties métalliques sont aussi réduites que possibles dans le dépôt.

Le dépôt est entouré d'une forte clôture défensive de 2 mètres de hauteur au moins, destinée à le protéger contre les vols et les attentats. Cette clôture ne peut être ouverte que pour les services du dépôt.

Ce dépôt de cartouches se situe à une distance minimale de 39 mètres des chemins et voies de communications publics ainsi que de toute maison habitée, de tous ateliers ou chantiers dans lesquels du personnel est habituellement occupé.

Le dépôt est fermé par des portes s'ouvrant à l'extérieur, qui soient solides tout en restant aussi légères que possible, munies de serrure de sécurité : elles ne peuvent être ouvertes que pour le service du dépôt.

L'intérieur du dépôt est tenu dans un état constant de propreté.

Il est interdit d'introduire dans le dépôt des objets autres que ceux indispensables au service du dépôt et, notamment des objets métalliques, des matières inflammables ou susceptibles de produire des étincelles. Il est interdit de faire du feu à l'intérieur et aux abords du dépôt.

Le dépôt est convenablement aéré, mais les orifices d'aération sont disposés de façon à ne pas permettre l'introduction dans le dépôt de substances capables d'allumer les poudres stockées.

L'ouverture des caisses de cartouches ainsi que la manipulation sont interdites à l'intérieur du dépôt.

Le dépôt est placé sous la surveillance générale d'un préposé responsable. L'exploitant s'assure que le préposé possède la compétence et l'autorité nécessaire pour assurer les tâches qui lui sont confiées.

La manutention des caisses de cartouches n'est confiée qu'à des personnes expérimentées, choisies et nominativement désignées par le préposé responsable du dépôt. Ces opérations ont lieu conformément à une consigne de l'exploitant, qui est affichée à l'intérieur du dépôt. Les personnes nécessaires au service du dépôt ont seules le droit d'y pénétrer et leur nombre est aussi restreint que possible. L'accès au dépôt est interdit à toute personne étrangère à l'établissement à l'exception des représentants accrédités de l'autorité administrative et des personnes spécialement autorisées par l'exploitant qui s'assure que ces personnes se conforment aux consignes de sécurité.

Article 15.2.2.2

L'exploitant rédige et met en place les consignes visées aux articles 5 à 8 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques.

Le mode de construction du dépôt et la nature des matériaux utilisés sont tels qu'en cas d'explosion le risque de projection de masses importantes soit aussi réduit que possible. Des dispositions sont prises pour éviter la chute d'éléments importants de toiture ou de plafond d'un bâtiment habituellement occupé par des salariés, en cas d'explosion survenant dans le dépôt.

Chaque issue et chaque dégagement du dépôt a une largeur en rapport avec le nombre de personnes et la dimension des engins de manutention appelés à l'emprunter. Le nombre et la largeur de ces issues et dégagement respectent les prescriptions de l'article 20 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979 susvisé.

.../...

Les travaux d'entretien et de réparation dans le dépôt font l'objet d'une étude de sécurité préalable, de rédaction et respect de consignes particulières définissant les précautions à prendre à l'occasion de ces travaux.

A compter du 1 octobre 2011, le hall n°3 sera destiné au stockage de produits « non-classés ».

Article 15.3 - Hall n° 4 : Stockage des produits toxiques :

Article 15.3.1. Rétention

Les produits toxiques stockés dans le hall n° 4 disposent d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 48 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

15.3.2. Aménagement et organisation des stockages

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparation sous forme solide n'excède pas 8 mètres.

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide n'excède pas 5 mètres.

Les substances ou préparations toxiques sont stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations toxiques sont stockés verticalement sur des palettes. Toutes dispositions sont prises pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre d'au moins 1 mètre est maintenu entre le stockage des substances ou préparations toxiques et le plafond.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Ces zones sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

Article 15.4 - Hall n° 6 : Stockage des liquides inflammables :

Article 15.4.1. Rétention

Le hall n° 6 dispose d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 140 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

Article 15.4.2 Gestion des stockages

Article 15.4.2.1

Les charpentes métalliques de plus de 1 m de hauteur et supportant des stockages contenant des solvants ou hydrocarbures, sont enrobées d'au moins 5 cm de béton ou de 4 cm de gunitage ou d'autres matériaux ignifugés d'efficacité équivalente. L'enrobage est appliqué au sol jusqu'à une hauteur de 4,5 m ou sur toute la hauteur si celle-ci est inférieure à 4,50 m.

.../...

Article 15.4.2.2

Pour l'ensemble du site, des zones de types 1 et 2 sont définies conformément à l'article 110 des Règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides de plus de 1000 m³ annexées à l'Arrêté du 9 novembre 1972 modifié.

De cette définition de zones, découlent en particulier :

- un plan de circulation des véhicules ;
- le type de matériel électrique à mettre en place.

Article 15.5 - Hall n° 8 : Stockage des aérosols

Article 15.5.1. Rétention

Le hall n° 8 est destiné au seul stockage des flacons d'aérosols et dispose d'une rétention étanche, résistante aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 22 m³.

Article 15.5.2. Gestion des stockages

En cas de stockage sur palettiers, ceux-ci sont disposés selon les règles de l'art. Ils ne sont pas reliés à des structures porteuses du bâtiment. Les palettiers peuvent être liaisonnés entre eux par leur dernier niveau de pose. Ils sont conçus pour s'effondrer sur eux-mêmes en cas de sinistre et ne pas porter atteintes aux structures avoisinantes (structures porteuses et murs REI).

Les engins de manutention utilisés dans le hall n° 8 sont conçus et utilisés en vue de limiter les risques d'inflammation dus à un éventuel choc et, en particulier, ils sont munis de fourches à « bouts arrondis » d'une longueur adaptée pour éviter le dépassement des fourches sous la palette à transporter, de matériau anti-étincelles (acier inoxydable, bronze...), de tresses anti-statiques reliant les engins au sol pour éviter les effets électrostatiques. Le personnel est formé en conséquence.

L'aire de chargement et de déchargement des aérosols est réalisée de telle manière qu'en cas de sinistre (tel qu'un incendie) les aérosols stockés ne puissent pas se trouver pris dans les flammes d'un épandage de liquides inflammables en feu.

Article 15.6 - Local de charges des accumulateurs

L'opération de recharge des accumulateurs n'est pas autorisée dans les halls de stockage n°1 à 8.

L'atelier de charge des accumulateurs n'a aucune autre affectation que la charge des accumulateurs du site. Il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

Sauf dispositions contraires au présent arrêté, l'arrêté type n° 3 est applicable.

Article 15.7 - Chaufferie

La chaufferie est implantée dans un local exclusivement réservé à cet effet, isolé de l'entrepôt par une paroi REI 240 (coupe feu de degré 4 heures).

Ce local est suffisamment ventilé et ses abords et aménagements intérieurs installés de manière à permettre une intervention rapide des services d'incendie et de secours.

Les moyens d'évacuation du personnel sont prévus et en particulier les issues de secours sont signalées et les portes s'ouvrent vers l'extérieur.

Sauf dispositions contraire au présent arrêté, l'arrêté du 25 juillet 1997, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910, est applicable.

»

.../...

Article 5 :

Les dispositions de l'article 16.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 16.2.1 - Caractéristiques constructives du bâtiment

Le bâtiment comprend 8 cellules de stockage :

- Halls n° 1 de 290 m² ;
- Hall n° 2 de 300 m² ;
- Hall n° 3 de 350 m² ;
- Hall n° 4 de 270 m² ;
- Hall n° 5 de 350 m² ;
- Hall n° 6 de 700 m² ;
- Hall n° 7 de 25 m² (local inclus dans le hall n° 4) ;
- Hall n° 8 de 280 m² .

Les locaux présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- structure du bâtiment : R 120 (stable au feu de degré 2 heures) ;
- murs : REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures)
(voir plans joints en annexe)
- portes : EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- toitures : A1 (incombustibles) ;
- sols : A1 (incombustibles) et résistants aux agressions chimiques ;
- séparations entre les cellules : murs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) ;
(voir plans joints en annexe)
- séparation entre l'entrepôt et les locaux administratifs : murs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) ;

Les portes séparant les cellules pourront être maintenues ouvertes à condition que leur fermeture soit asservie à deux détecteurs autonomes déclencheurs au moins, conformes à la norme NF S 61-961 et placés de façon à réagir à toute élévation anormale de température. La fermeture manuelle est sauvegardée.

Les stockages sont réalisés de manière à ce que toutes les issues et chemins de circulations soient largement dégagés.

Une allée d'une largeur minimale de 3 m, encadrée de murs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), conformément aux plans joints en annexe, permet de desservir les halls n° 4, 5, 6, 7 et 8 sans traverser les halls n° 1, 2 et 3.

La conception du bâtiment ne favorise pas le risque de migration d'une cellule à l'autre de produits ou d'agents extincteurs éventuellement déversés.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et / ou toxique.

Le sol des locaux et des aires de stockages ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustibles et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinctions et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil sur élevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article 4 et au titre V.

»

.../...

Article 6 :

Les dispositions de l'article 16.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 16.3.2 - Robinets d'incendie armés

L'installation de robinets d'incendie armés est conforme aux normes en vigueur (NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NF S 62-201).

Les appareils sont implantés de telle manière que tout point de la surface des locaux puisse être battu par au moins un jet de lance.

Les robinets d'incendie armés sont placés à proximité des issues, repérés, accessibles en toute circonstance, maintenus en état de fonctionnement (pression minimal : 2,5 bar). L'exploitant se met en rapport avec les Services d'intervention de la Communauté Urbaine de Lille (Département T 5 Prévention 64 rue de Bouvines à LILLE) pour déterminer leur nombre et leur emplacement.

La cellule de stockage d'aérosols (hall n° 8) dispose d'un R.I.A. Mousse.

»

Article 7 :

Les dispositions de l'article 16.3.4 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 16.3.4 - Système d'extinction automatique

Les bâtiments de stockages sont protégés par un système d'extinction automatique à eau de type Sprinkleur. L'installation se caractérise par :

- Une température de déclenchement d'arrosage par fusion de 72 °C ;
- Une réserve d'eau de 695 m³ pouvant être alimentée par une moto-pompe électrique ou par une moto-pompe Diesel ;
- Un débit total de 660 m³/h à 9 bars ;
- 490 têtes d'arrosage ;

Le système d'extinction est positionné sous plafond à 5,8 mètres.

Ce système est conforme aux normes en vigueur.

En cas de déclenchement du système d'extinction, un report d'alarme est assuré au secrétariat usine le jour et chez les dirigeants et le responsable d'exploitation la nuit et le week-end.

Ce réseau d'extinction automatique à eau est complété pour couvrir la cellule de stockage d'aérosols (hall n° 8).

»

.../...

Article 8 : Sanctions

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 10 : Décision et notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de TEMPLEMARS,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

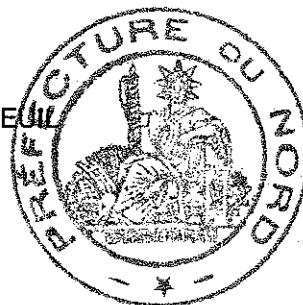
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TEMPLEMARS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le 05 AOUT 2011

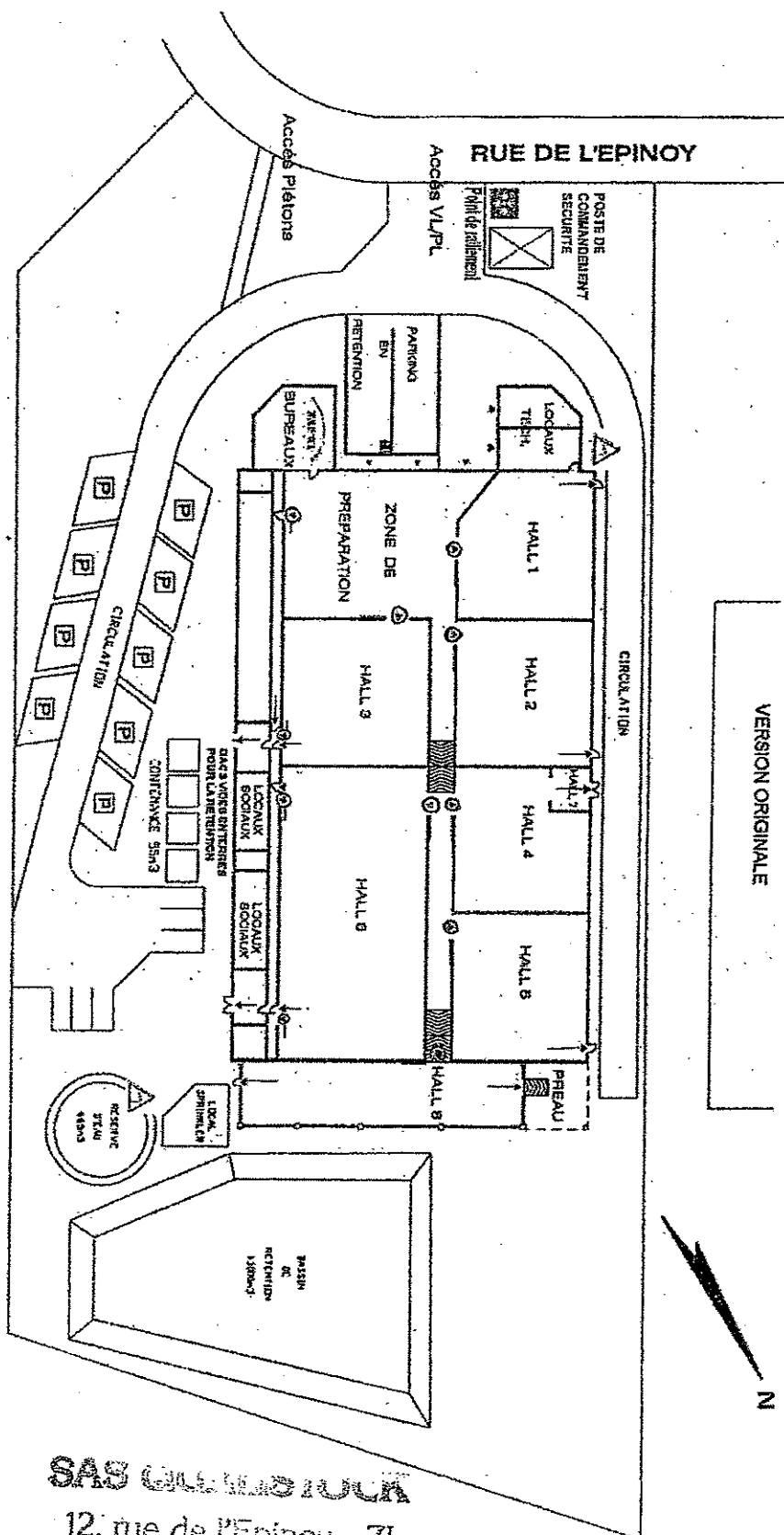
Pour le préfet, par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint,
Secrétaire Général par Intérim,

Yves de ROQUEFEUIL



- poteaux porteurs métalliques revêtus de flocage assurant une stabilité au feu de 2 heures
- couverture en bac acier sur charpente lamellée-collée, étanchéité multi couche élastomère
- les murs des halls sont en béton cellulaire et sont de degré coupe-feu 4h minimum

VERSION ORIGINALE



KING FISHER

- ISSUES DE SECOURS
- PORTES INDUSTRIELLES CLASSIQUES
- © PORTES COUPE-FEU 2 heures

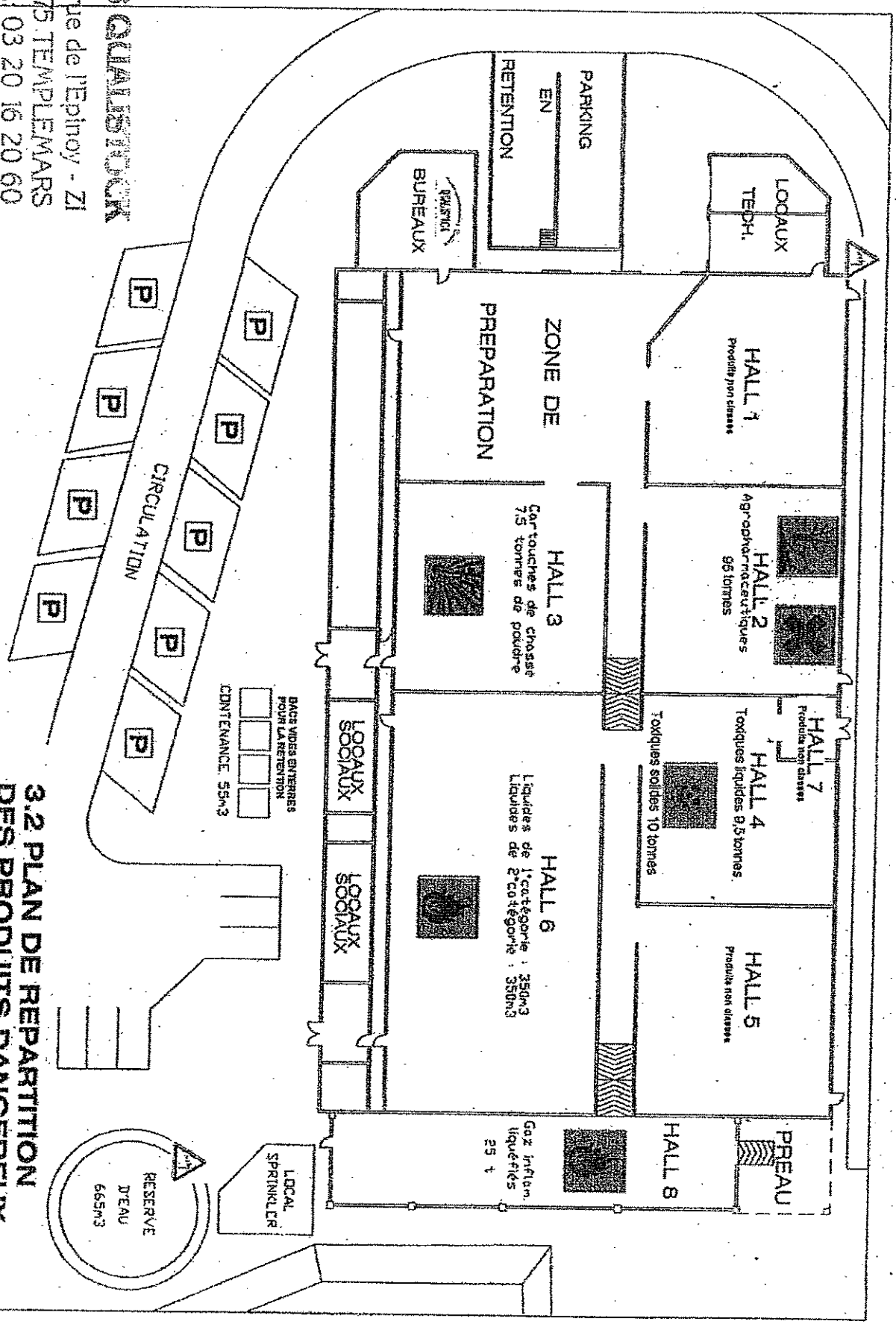
2.4 Vue générale de l'établissement
et détail des accès

SAS GILLES TOULON

12, rue de l'Épinoy - ZI
59175 TEMPLEMARS
Tél.: 03 20 16 20 60

Fax : 03 20 95 51 11

SAS QUALISOCK
 12, rue de l'Epinoy - ZI
 59175 TEMPLEMARS
 Tél. 03 20 16 20 60
 Fax : 03 20 95 51 11



**3.2 PLAN DE REPARTITION
 DES PRODUITS DANGEREUX**
 situation au 01/03/2011



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. QUALISTOCK
des prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son activité d'entreposage située à
TEMPLEMARS**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement notamment les article R.512-31 et R.512-33 ; ;

Vu les actes antérieurs délivrés à la S.A. QUALISTOCK - siège social : 12, rue de l'Epinoy – Zone Industrielle – 59175 TEMPLEMARS pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de TEMPLEMARS, notamment l'arrêté préfectoral en date du 26 janvier 1999 autorisant la S.A. QUALISTOCK à poursuivre l'exploitation d'une activité d'entreposage à TEMPLEMARS à la même adresse ;

Vu la demande déposée le 3 mars 2011, par la S.A. QUALISTOCK en vue de modifier les quantités de produits susceptibles d'être stockées pour son site logistique situé à TEMPLEMARS 12 rue de l'Epinoy – Zone Industrielle ;

Vu le dossier produit par la S.A. QUALISTOCK, à l'appui de cette demande ;

Considérant que la situation administrative des installations classées exploitées par la SA QUALISTOCK nécessite d'être mise à jour au vu des évolutions réglementaires ;

Considérant que le projet de la SA QUALISTOCK de modifier les volumes des produits dangereux stockés constitue un changement des conditions d'exploitation de son site industriel de TEMPLEMARS ;

.../...

Considérant que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les modifications envisagées n'apparaissent donc pas substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement et ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation ;

Considérant qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement ;

Vu le rapport en date du 29 avril 2011 de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Nord lors de sa séance du 21 juin 2011 ;

ARRETE

Article 1 : Bénéficiaire et portée

La SA QUALISTOCK, dont le siège social est situé 12 rue de l'Epinoy – Zone Industrielle – 59175 TEMPLEMARS est tenue, pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à la même adresse, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Situation de l'établissement

Les plans des installations joints en annexe de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacés par les plans joints en annexe du présent arrêté.

Article 3 : Nature et localisation des installations

Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

.../...

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement A, D, E, S, C ou NC (1)
<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430</p> <p><i>La capacité équivalente totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 100 m³.</i></p>	<p>Dépôt de liquides inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 350 m³ de liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie (catégorie B) ; • 350 m³ de liquides inflammables de la 2^{ème} catégorie (catégorie C), • 50 m³ de liquides peu inflammables (catégorie D). <p>Ces liquides sont conditionnés en bouteilles, fûts ou conteneurs de volume maximum de 1 m³ et sont stockés dans une même cellule.</p> <p>Soit une capacité équivalente totale de 750 m³.</p>	1432-2	A
<p>Stockage de produits explosifs, à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. (*)</p> <p><i>La quantité équivalente totale de matière active (1) susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 Kg mais inférieure à 10 t.</i></p> <p>Nota :</p> <p>(1) les produits explosifs appartiennent à la classe 1 des marchandises dangereuses et sont classés en divisions de risque et en groupes de compatibilité selon les articles 3 à 9 de l'arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques.</p> <p>La « quantité équivalente totale de matière active » est établie selon la formule : Quantité équivalente totale = A + B + C/3 + D/5 + E + F.</p> <p>A représentant la quantité relative aux produits classés en division de risque 1.1 ainsi que tous les produits lorsque ceux-ci ne sont pas en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.</p> <p>B, C, D, E, F représentant respectivement les quantités relatives aux produits classés en division de risque 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 lorsque ceux-ci sont en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.</p>	<p>Stockage de cartouches de chasse : (*)</p> <p>Stockage maximum de 4,4 millions de cartouches de chasse représentant une masse globale de matière active de 7,5 tonnes (1,7 g de matière active en moyenne par cartouche) et relevant de la division de risque 1.4, en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.</p> <p>Soit une quantité équivalente totale de matière active de 1,5 tonnes d'un produit explosif de division de risque 1.1.</p>	1311 (*)	A (*)

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement A, D, E, S, C ou NC (1)
(*) A compter du 01/10/2011, le stockage de cartouches de chasse sera supprimé. <u>L'établissement ne sera plus concerné par la rubrique n° 1311 de la nomenclature.</u>			
<p>Stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p>	<p><u>Stockage de substances ou préparations toxiques solides :</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 10 tonnes.</p>	1131-1	D
<p>➤ <i>supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t de substances et préparation solides ;</i></p> <p>➤ <i>supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t de substances et préparation liquides.</i></p>	<p><u>Stockage de substances ou préparations toxiques liquides :</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 9,5 tonnes.</p>	1131-2	D
<p>Stockage de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.</i></p>	<p><u>Stockage de produits agropharmaceutiques classés dangereux pour l'environnement -A- :</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 95 tonnes.</p>	1172	DC
<p>Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature.</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t.</i></p>	<p><u>Stockage d'aérosols :</u></p> <p>La capacité de stockage maximale étant limitée à 125 tonnes de flacons d'aérosols, représentant 25 tonnes de gaz propulseur.</p>	1412	DC

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement A, D, E, S, C ou NC (1)
Ateliers de charge d'accumulateurs <i>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.</i>	<u>Local de charge d'accumulateurs :</u> La puissance maximale de courant continu utilisable pour l'opération de charge étant de 3,96 kW.	2925	NC
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. <i>La puissance thermique maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW.</i> <i>Nota :</i> La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. La biomasse, au sens du A, de la rubrique 2910, se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.	<u>Chaufferie :</u> 2 installations de combustion, alimentées au gaz naturel, d'une puissance totale de 370 kW	2910-A	NC

(1) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, S : Servitude d'utilité publique, NC : Non Classé
C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'Environnement

Le site comprend un bâtiment principal d'une emprise au sol de 3 800 m² et d'une hauteur maximale sous structure de 7 mètres. Le bâtiment principal est constitué des 2 sous-ensembles suivants :

- Les halls n° 1, 2, 3 et la zone de préparation ;
- et les halls n° 4, 5, 6 et 7.

Ces 2 sous-ensembles possèdent des murs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures).

Sur l'arrière du bâtiment principal est accolée une cellule de stockage d'aérosols d'une surface au sol de 224 m² et d'une hauteur sous poutre de 5,5 m.

Le bâtiment comprend donc :
(voir plans des installations en annexe)

- 8 halls de stockage dont les affectations sont les suivantes :
 - Hall n° 1 : stockage de produits « non-classés »
 - Hall n° 2 : stockage de produits agropharmaceutiques ;
 - Hall n° 3 : stockage des cartouches de chasse ;
 - Hall n° 4 : stockage des produits toxiques solides et liquides ;
 - Hall n° 5 : stockage de produits « non-classés » ;
 - Hall n° 6 : stockage des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;
 - Hall n° 7 : stockage des produits « non-classés » (local inclus dans le hall n° 4) ;
 - Hall n° 8 : stockage des aérosols.
- Une zone de préparations ;
- Des locaux techniques et des locaux sociaux pour une surface au sol de 396 m² (chaufferie, atelier, vestiaires,...) ;
- Des bureaux administratifs destinés au seul usage de la société Qualistock.

Les murs des halls de stockage sont des murs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures).

A compter du 1 octobre 2011, le stockage des cartouches de chasse sera supprimé et le hall n° 3 sera destiné au stockage de produits « non-classés ».

»

Article 4 :

Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 15 : Dispositions particulières de sécurité

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés sur le site.

L'exploitant garde à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant dispose d'une gestion des stockages en vue d'éviter que des produits incompatibles entre eux ne puissent être, même accidentellement mélangés. La définition des emplacements de stockage et la répartition des différents produits doivent être réalisées à partir des fiches de données de sécurité de chaque produit ou substance.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le matériel d'intervention comprend au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O₂) ;
- des gants.

Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

.../...

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les numéros des halls repris ci-après sont ceux figurant sur les plans joints en annexe du présent arrêté.

Le chauffage du bâtiment n'est réalisé que par fluide chauffant, la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 °C.

Article 15.1 - Hall n° 2 : Stockage des produits agropharmaceutiques :

Article 15.1.1. Rétention

Les produits agropharmaceutiques stockés dans le hall n° 2 disposent d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 60 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

Article 15.1.2. Gestion des stockages

Les produits agropharmaceutiques ainsi que tous produits présentant des incompatibilités avec d'autres produits sont stockés en des emplacements différents et clairement distincts.

Article 15.2 - Hall n° 3 : Stockage des cartouches de chasses :

Article 15.2.1. Rétention

Le hall n° 3 dispose d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 150 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

Article 15.2.2. Gestion des stockages

Aucune autre substance explosive hormis les cartouches de chasse n'est autorisée à être stockée sur le site. Dans les paragraphes qui suivent, le mot « dépôt » désigne le hall n° 3 de stockage des cartouches de chasse.

Article 15.2.2.1

Le stockage maximum autorisé est de 4,4 millions de cartouches de chasse représentant une masse globale de matière active de 7,5 tonnes (1,7 g de matière active en moyenne par cartouche) et relevant de la division de risque 1.4, en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.

.../...

L'exploitant tient à jour un registre d'entrées et de sorties indiquant les quantités de poudres ou de cartouches introduites, avec leurs dates de réception et leur provenance, ainsi que les quantités sorties, avec leurs dates de livraison et les noms des personnes auxquelles elles ont été remises. L'exploitant est tenu de donner, en tout temps, libre accès de son dépôt à l'Inspection des Installations Classées et tenir à disposition le registre susvisé.

Les parties métalliques sont aussi réduites que possibles dans le dépôt.

Le dépôt est entouré d'une forte clôture défensive de 2 mètres de hauteur au moins, destinée à le protéger contre les vols et les attentats. Cette clôture ne peut être ouverte que pour les services du dépôt.

Ce dépôt de cartouches se situe à une distance minimale de 39 mètres des chemins et voies de communications publics ainsi que de toute maison habitée, de tous ateliers ou chantiers dans lesquels du personnel est habituellement occupé.

Le dépôt est fermé par des portes s'ouvrant à l'extérieur, qui soient solides tout en restant aussi légères que possible, munies de serrure de sécurité : elles ne peuvent être ouvertes que pour le service du dépôt.

L'intérieur du dépôt est tenu dans un état constant de propreté.

Il est interdit d'introduire dans le dépôt des objets autres que ceux indispensables au service du dépôt et, notamment des objets métalliques, des matières inflammables ou susceptibles de produire des étincelles. Il est interdit de faire du feu à l'intérieur et aux abords du dépôt.

Le dépôt est convenablement aéré, mais les orifices d'aération sont disposés de façon à ne pas permettre l'introduction dans le dépôt de substances capables d'allumer les poudres stockées.

L'ouverture des caisses de cartouches ainsi que la manipulation sont interdites à l'intérieur du dépôt.

Le dépôt est placé sous la surveillance générale d'un préposé responsable. L'exploitant s'assure que le préposé possède la compétence et l'autorité nécessaire pour assurer les tâches qui lui sont confiées.

La manutention des caisses de cartouches n'est confiée qu'à des personnes expérimentées, choisies et nominativement désignées par le préposé responsable du dépôt. Ces opérations ont lieu conformément à une consigne de l'exploitant, qui est affichée à l'intérieur du dépôt. Les personnes nécessaires au service du dépôt ont seules le droit d'y pénétrer et leur nombre est aussi restreint que possible. L'accès au dépôt est interdit à toute personne étrangère à l'établissement à l'exception des représentants accrédités de l'autorité administrative et des personnes spécialement autorisées par l'exploitant qui s'assure que ces personnes se conforment aux consignes de sécurité.

Article 15.2.2.2

L'exploitant rédige et met en place les consignes visées aux articles 5 à 8 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques.

Le mode de construction du dépôt et la nature des matériaux utilisés sont tels qu'en cas d'explosion le risque de projection de masses importantes soit aussi réduit que possible. Des dispositions sont prises pour éviter la chute d'éléments importants de toiture ou de plafond d'un bâtiment habituellement occupé par des salariés, en cas d'explosion survenant dans le dépôt.

Chaque issue et chaque dégagement du dépôt a une largeur en rapport avec le nombre de personnes et la dimension des engins de manutention appelés à l'emprunter. Le nombre et la largeur de ces issues et dégagement respectent les prescriptions de l'article 20 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979 susvisé.

.../...

Les travaux d'entretien et de réparation dans le dépôt font l'objet d'une étude de sécurité préalable, de rédaction et respect de consignes particulières définissant les précautions à prendre à l'occasion de ces travaux.

A compter du 1 octobre 2011, le hall n°3 sera destiné au stockage de produits « non-classés ».

Article 15.3 - Hall n° 4 : Stockage des produits toxiques :

Article 15.3.1. Rétention

Les produits toxiques stockés dans le hall n° 4 disposent d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 48 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

15.3.2. Aménagement et organisation des stockages

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparation sous forme solide n'excède pas 8 mètres.

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide n'excède pas 5 mètres.

Les substances ou préparations toxiques sont stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations toxiques sont stockés verticalement sur des palettes. Toutes dispositions sont prises pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre d'au moins 1 mètre est maintenu entre le stockage des substances ou préparations toxiques et le plafond.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Ces zones sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

Article 15.4 - Hall n° 6 : Stockage des liquides inflammables :

Article 15.4.1. Rétention

Le hall n° 6 dispose d'une cuvette de rétention étanche, résistant aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 140 m³.

Cette rétention est mise en place de telle sorte qu'aucun mélange de produits incompatibles entre eux ne puisse être réalisé. Cette rétention est à dissocier des 3 330 m³ du bassin de confinement repris à l'article 5.2 du présent arrêté.

Article 15.4.2 Gestion des stockages

Article 15.4.2.1

Les charpentes métalliques de plus de 1 m de hauteur et supportant des stockages contenant des solvants ou hydrocarbures, sont enrobées d'au moins 5 cm de béton ou de 4 cm de gunitage ou d'autres matériaux ignifugés d'efficacité équivalente. L'enrobage est appliqué au sol jusqu'à une hauteur de 4,5 m ou sur toute la hauteur si celle-ci est inférieure à 4,50 m.

.../...

Article 15.4.2.2

Pour l'ensemble du site, des zones de types 1 et 2 sont définies conformément à l'article 110 des Règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides de plus de 1000 m³ annexées à l'Arrêté du 9 novembre 1972 modifié.

De cette définition de zones, découlent en particulier :

- un plan de circulation des véhicules ;
- le type de matériel électrique à mettre en place.

Article 15.5 - Hall n° 8 : Stockage des aérosols

Article 15.5.1. Rétention

Le hall n° 8 est destiné au seul stockage des flacons d'aérosols et dispose d'une rétention étanche, résistante aux produits susceptibles d'être épandus et d'un volume minimum de 22 m³.

Article 15.5.2. Gestion des stockages

En cas de stockage sur palettières, ceux-ci sont disposés selon les règles de l'art. Ils ne sont pas reliés à des structures porteuses du bâtiment. Les palettières peuvent être liaisonnés entre eux par leur dernier niveau de pose. Ils sont conçus pour s'effondrer sur eux-mêmes en cas de sinistre et ne pas porter atteintes aux structures avoisinantes (structures porteuses et murs REI).

Les engins de manutention utilisés dans le hall n° 8 sont conçus et utilisés en vue de limiter les risques d'inflammation dus à un éventuel choc et, en particulier, ils sont munis de fourches à « bouts arrondis » d'une longueur adaptée pour éviter le dépassement des fourches sous la palette à transporter, de matériau anti-étincelles (acier inoxydable, bronze...), de tresses anti-statiques reliant les engins au sol pour éviter les effets électrostatiques. Le personnel est formé en conséquence.

L'aire de chargement et de déchargement des aérosols est réalisée de telle manière qu'en cas de sinistre (tel qu'un incendie) les aérosols stockés ne puissent pas se trouver pris dans les flammes d'un épandage de liquides inflammables en feu.

Article 15.6 - Local de charges des accumulateurs

L'opération de recharge des accumulateurs n'est pas autorisée dans les halls de stockage n°1 à 8.

L'atelier de charge des accumulateurs n'a aucune autre affectation que la charge des accumulateurs du site. Il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

Sauf dispositions contraires au présent arrêté, l'arrêté type n° 3 est applicable.

Article 15.7 - Chaufferie

La chaufferie est implantée dans un local exclusivement réservé à cet effet, isolé de l'entrepôt par une paroi REI 240 (coupe feu de degré 4 heures).

Ce local est suffisamment ventilé et ses abords et aménagements intérieurs installés de manière à permettre une intervention rapide des services d'incendie et de secours.

Les moyens d'évacuation du personnel sont prévus et en particulier les issues de secours sont signalées et les portes s'ouvrent vers l'extérieur.

Sauf dispositions contraire au présent arrêté, l'arrêté du 25 juillet 1997, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910, est applicable.

»

.../...

Article 5 :

Les dispositions de l'article 16.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 16.2.1 - Caractéristiques constructives du bâtiment

Le bâtiment comprend 8 cellules de stockage :

- Halls n° 1 de 290 m² ;
- Hall n° 2 de 300 m² ;
- Hall n° 3 de 350 m² ;
- Hall n° 4 de 270 m² ;
- Hall n° 5 de 350 m² ;
- Hall n° 6 de 700 m² ;
- Hall n° 7 de 25 m² (local inclus dans le hall n° 4) ;
- Hall n° 8 de 280 m² .

Les locaux présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- structure du bâtiment : R 120 (stable au feu de degré 2 heures) ;
- murs : REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures)
(voir plans joints en annexe)
- portes : EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- toitures : A1 (incombustibles) ;
- sols : A1 (incombustibles) et résistants aux agressions chimiques ;
- séparations entre les cellules : murs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) ;
(voir plans joints en annexe)
- séparation entre l'entrepôt et les locaux administratifs : murs REI 240
(coupe-feu de degré 4 heures) ;

Les portes séparant les cellules pourront être maintenues ouvertes à condition que leur fermeture soit asservie à deux détecteurs autonomes déclencheurs au moins, conformes à la norme NF S 61-961 et placés de façon à réagir à toute élévation anormale de température. La fermeture manuelle est sauvegardée.

Les stockages sont réalisés de manière à ce que toutes les issues et chemins de circulations soient largement dégagés.

Une allée d'une largeur minimale de 3 m, encadrée de murs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), conformément aux plans joints en annexe, permet de desservir les halls n° 4, 5, 6, 7 et 8 sans traverser les halls n° 1, 2 et 3.

La conception du bâtiment ne favorise pas le risque de migration d'une cellule à l'autre de produits ou d'agents extincteurs éventuellement déversés.

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et / ou toxique.

Le sol des locaux et des aires de stockages ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustibles et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinctions et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil sur élevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article 4 et au titre V.

»

.../...

Article 6 :

Les dispositions de l'article 16.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 16.3.2 - Robinets d'incendie armés

L'installation de robinets d'incendie armés est conforme aux normes en vigueur (NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NF S 62-201).

Les appareils sont implantés de telle manière que tout point de la surface des locaux puisse être battu par au moins un jet de lance.

Les robinets d'incendie armés sont placés à proximité des issues, repérés, accessibles en toute circonstance, maintenus en état de fonctionnement (pression minimal : 2,5 bar). L'exploitant se met en rapport avec les Services d'intervention de la Communauté Urbaine de Lille (Département T 5 Prévention 64 rue de Bouvines à LILLE) pour déterminer leur nombre et leur emplacement.

La cellule de stockage d'aérosols (hall n° 8) dispose d'un R.I.A. Mousse.

»

Article 7 :

Les dispositions de l'article 16.3.4 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 16.3.4 - Système d'extinction automatique

Les bâtiments de stockages sont protégés par un système d'extinction automatique à eau de type Sprinkleur. L'installation se caractérise par :

- Une température de déclenchement d'arrosage par fusion de 72 °C ;
- Une réserve d'eau de 695 m³ pouvant être alimentée par une moto-pompe électrique ou par une moto-pompe Diesel ;
- Un débit total de 660 m³/h à 9 bars ;
- 490 têtes d'arrosage ;

Le système d'extinction est positionné sous plafond à 5,8 mètres.

Ce système est conforme aux normes en vigueur.

En cas de déclenchement du système d'extinction, un report d'alarme est assuré au secrétariat usine le jour et chez les dirigeants et le responsable d'exploitation la nuit et le week-end.

Ce réseau d'extinction automatique à eau est complété pour couvrir la cellule de stockage d'aérosols (hall n° 8).

»

.../...

Article 8 : Sanctions

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 10 : Décision et notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de TEMPLEMARS,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

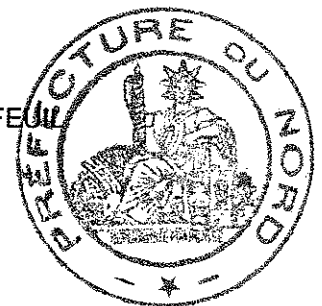
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TEMPLEMARS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

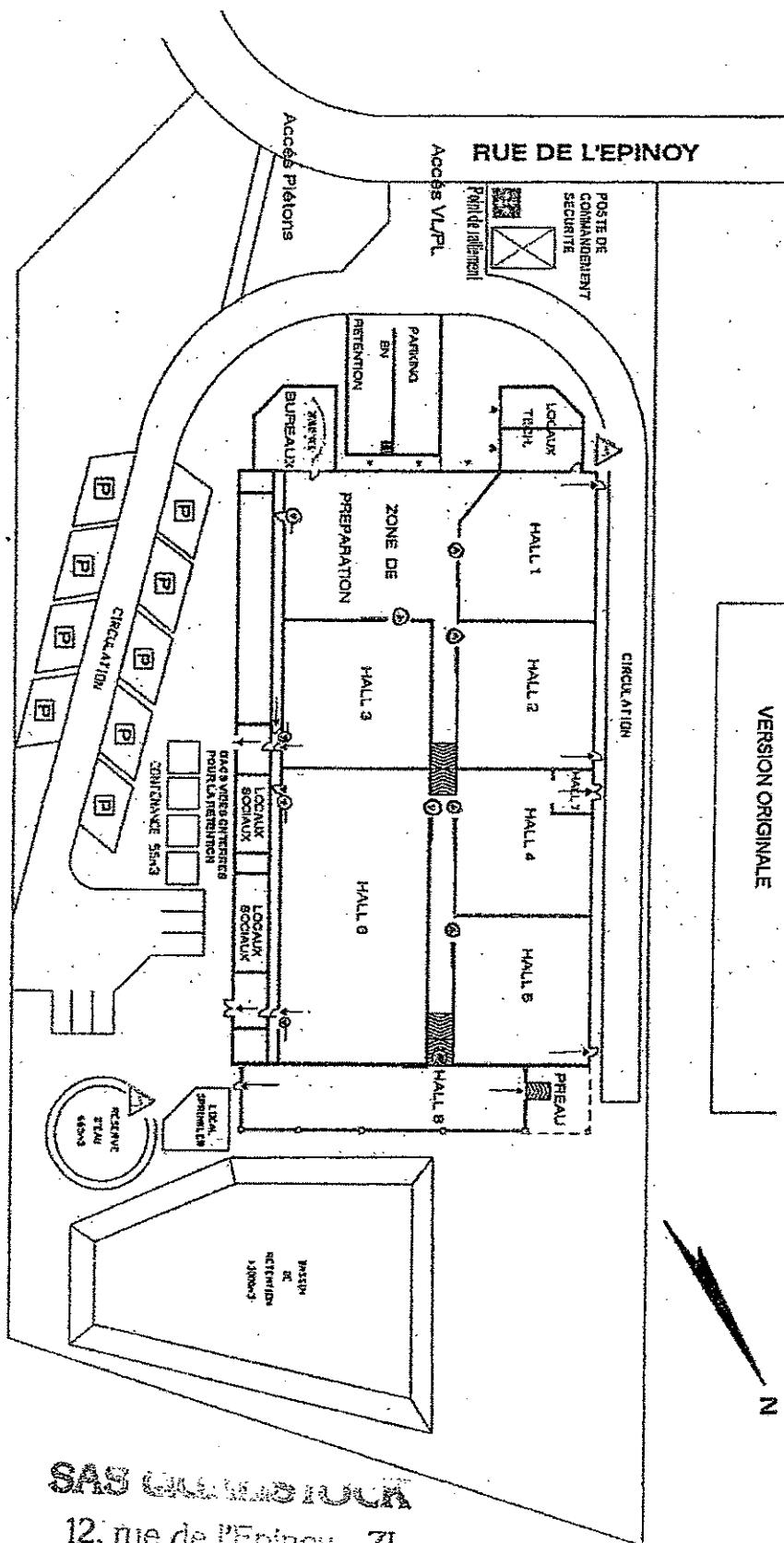
Fait à Lille, le 05 AOUT 2011

Pour le préfet, par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint,
Secrétaire Général par Intérim,

Yves de ROQUEFEU



- poteaux porteurs métalliques revêtus de tôle assurant une stabilité au feu de 2 heures
- couverture en bac acier sur charpente lamellée-collée, étanchéité multi couche élastomère
- les murs des halls sont en béton cellulaire et sont de degré coupe-feu 4h minimum



VERSION ORIGINALE

N

SAS GUYARD IUCK

12, rue de l'Épinoy - ZI

59175 TEMPLEMARS

Tél.: 03 20 16 20 60

Fax : 03 20 95 51 11

2.4 Vue générale de l'établissement et détail des accès

SAS QUALISTOCK
 12, rue de l'Épinoy - ZI
 59175 TEMPLEMARS
 Tél. 03 20 16 20 60
 Fax 03 20 95 51 11

